



C.G.T - P.J.J. - 263, rue de Paris - Case 500 - 93514 MONTREUIL Cedex.

Syndicat National C.G.T. des Chancelleries & Services Judiciaires –
4, boulevard du Palais - 75001 PARIS.

La CGT Pénitentiaire - 263, rue de Paris - Case 542 - 93514 MONTREUIL Cedex

La CGT insertion probation - UFSE-CGT 263, rue de Paris - Case 542-93514
MONTREUIL Cedex

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

LE 22 MARS !

Nous, agent.e.s du Ministère de la Justice, que nous soyons personnels administratifs, techniques, de surveillance, travailleurs sociaux, personnels de greffe, psychologues, personnels d'encadrement, que nous soyons fonctionnaires ou agents non titulaires, quel que soit notre lieu d'exercice, nous sommes toutes et tous attaché.e.s à un service public de qualité, aux principes d'égalité et aux valeurs inscrites dans le statut général des fonctionnaires.

Aujourd'hui, le projet du gouvernement est **un vaste plan d'ensemble visant à détruire ces acquis sociaux, fruits de conquêtes de haute lutte et à démanteler les services publics.** Ce vaste plan s'appelle « CAP 2022 » pour la fonction publique et « chantiers justice » au sein de notre ministère. Nous sommes toutes et tous concerné.e.s dans notre vie aussi bien au travail que dans celle de citoyen.ne, d'usager.e.s du service public.

Face aux manques de moyens pour la justice et de besoins de plus d'humanité, de plus d'égalité et plus de proximité pour les usager.e.s, le gouvernement répond *suppressions des tribunaux d'instance, numérisation, privatisations, extension du parc carcéral...*

Face aux conditions de travail déplorables, aux charges de travail démentielles et aux conséquences dramatiques sur la santé des personnels, le gouvernement répond : *rétablissement du jour de carence et mise à mort programmée des CHSCT.*

Face aux besoins de reconnaissance des missions de service public et à un pouvoir d'achat en berne, le gouvernement répond *gel des rémunérations et développement du salaire au mérite, accessoire et discriminant.*

Face aux besoins de pérennité des emplois, de services publics renforcés en moyens humains, le gouvernement répond *recours accru aux non titulaires et à la précarité, plan de départ volontaire, restructurations et remise en cause des CAP et de leurs prérogatives sur des sujets essentiels pour les agent.e.s et les services comme la mobilité et l'avancement.*

Parce que nous portons un projet de société porteur de progrès social dans lequel les services publics et la fonction publique sont notre bien commun, SOYONS TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION, par la grève, dans la rue et participons au rapport de force et à la lutte !

